

## **Declaration Finale du XIV Rencontre du Forum de São Paulo**

Réunis à Montevideo pour le XIVe Forum de São Paulo entre le 23 et le 25 mai 2008, comptant avec la participation de 844 délégués de 35 pays, les partis participants déclarent : Le XIVe Forum se réalise dans un moment où l'humanité se trouve menacée par les politiques d'une mondialisation impulsée uniquement en bénéfice du grand capital. La politique de guerre préventive menée par les Etats-Unis et leurs alliés ont apporté du sang et la mort à plusieurs régions dans le monde. L'empire prétend par cette voie développer sa prétention hégémonique, freiner le développement autonome de nos pays et les processus d'unité et intégration qui permettent à notre continent une meilleure défense de ses richesses naturelles.

25 de mayo de 2008

### **XIVe Rencontre du Forum de São Paulo du 22 au 25 mai 2008 Montevideo – Uruguay**

#### **DECLARATION FINALE**

Réunis à Montevideo pour le XIVe Forum de São Paulo entre le 23 et le 25 mai 2008, comptant avec la participation de 844 délégués de 35 pays, les partis participants déclarent :

Le XIVe Forum se réalise dans un moment où l'humanité se trouve menacée par les politiques d'une mondialisation impulsée uniquement en bénéfice du grand capital.

La politique de guerre préventive menée par les Etats-Unis et leurs alliés ont apporté du sang et la mort à plusieurs régions dans le monde. L'empire prétend par cette voie développer sa prétention hégémonique, freiner le développement autonome de nos pays et les processus d'unité et intégration qui permettent à notre continent une meilleure défense de ses richesses naturelles.

Aujourd'hui la planète se voit menacée par la profonde détérioration de l'environnement et le changement climatique, produit de l'exploitation sauvage des ressources naturelles. Cependant, les pays industrialisés se refusent à prendre les mesures accordées lors des forums internationaux qui peuvent empêcher de continuer dans le chemin du désastre.

La crise financière aux EUA menace, ensemble avec l'augmentation effrénée du prix du pétrole, de provoquer une récession au plan mondial.

La manipulation et la spéculation déclenchée par les grandes transnationales, profitant de l'augmentation de la demande mondiale d'aliments, la concentration de la propriété des terres, les monocultures irrationnelles, l'utilisation du maïs par les Etats-Unis pour

produire de l'éthanol et le contrôle des sources aquifères, ont entraîné une escalade des prix des produits agricoles, menacent avec la disparition de grandes populations dans le monde par un manque d'aliments d'une portée incalculable.

La situation de l'Amérique Latine et des Caraïbes de nos jours.

“Nous ne vivons pas une époque de changements mais un changement d'époque.”

Le moment politique de l'Amérique Latine se caractérise par l'avancement constant des forces politiques de gauche et des forces sociales qui se reflète sur la conquête du gouvernement par les forces progressistes appartenant au Forum. Cela arrive dans 13 pays d'Amérique Latine et des Caraïbes.

Les mouvements et organisations sociales et citoyennes gagnent aussi de plus en plus d'espace au moyen de leurs luttes contre les politiques néolibérales et organisent des multiples mobilisations et forums, d'où elles impulsent la présentation permanente d'alternatives aux modèles implantés dans notre continent pendant les dernières décennies.

Comme nous avons manifesté sur la consigne de ce XIVE Forum, les forces progressistes du continent qui se trouvent au gouvernement cherchent par différentes voies à implanter des projets qui, selon les caractéristiques propres à chaque pays, leurs permettent de faire face aux problèmes principaux générés par le néolibéralisme. Dans tous nos pays, les niveaux de marginalité, de pauvreté, d'analphabétisme, le manque d'un plan santé, la violence structurelle, l'endettement extérieur et intérieur, le manque de cohésion sociale, la privatisation d'importantes ressources qui ont enlevé la souveraineté de nos pays, constituent un héritage trop lourd.

Dans ce cadre, si la diversité de projets est indéniable, il est aussi réel que tous contribuent au développement, l'affirmation de la souveraineté et le progrès de nos pays. Les politiques sociales impulsées par tout cela constituent un premier pas pour faire face aux graves problèmes.

Il a été souvent prouvé l'échec des recettes données par les organismes multilatéraux de crédit : FMI, BID, BANQUE MONDIALE et tous les gouvernements progressistes ont entrepris des chemins différents et à marge de ces conseils.

Le bloc conservateur s'oppose aux changements.

L'avancement des projets progressistes en Amérique Latine est subi par l'impérialisme des EUA et les droites nationales, les entreprises transnationales et de façon très importante aussi par les grandes entreprises médiatiques qui font systématiquement des campagnes de désinformation.

L'offensive de la droite a des multiples formes :

Elle a introduit en Amérique Latine le concept de guerre préventive et a augmenté la militarisation. C'est une situation totalement inédite commandée par les EUA et qui utilise le gouvernement de la Colombie comme fer de lance. L'exemple le plus frappant est l'attaque militaire menée sur le territoire du peuple frère de l'Équateur. Le développement récent de la IVe flotte marque clairement l'intention des EUA de faire peur à nos peuples et gouvernements.

Les droites nationales essaient de mener des processus séparatistes dans certains pays comme la Bolivie et le Venezuela, à contre-voile de l'histoire qu'en ce moment est d'intégration de nos peuples.

Ils essaient, au moyen de la fraude comme c'est le cas du Mexique, d'empêcher que les nouvelles forces progressistes atteignent le gouvernement. En 2009, si on n'exécute pas les recommandations de l'OEA et d'autres organisations internationales, on court le risque de que cela se répète aux prochaines élections de El Salvador.

Ils criminalisent la protestation sociale et la lutte politique de la gauche.

Encore aujourd'hui, ils font appel à la privatisation d'entreprises stratégiques, comme c'est le cas du Mexique avec ses énormes ressources pétrolifères.

Ils maintiennent en plein XXIe siècle des situations coloniales comme c'est le cas de Puerto-Rico.

Depuis ce XIVe Forum de São Paulo, les partis réunis manifestent que :

Nous saluons le peuple paraguayen et tous les partis et organisations sociales qui ont contribué pour le triomphe de la candidature du camarade Fernando Lugo, auquel nous souhaitons la réussite et nous manifestons notre volonté de contribuer dans tous les aspects de sa gestion.

Nous nous battons pour assurer la paix et la stabilité démocratique de la région latino-américaine et des caraïbes. Pour cela, nous répudions le Plan Colombie, l'Initiative Mérida et le Plan Balboa, entre autres, qui sont les fers de lance de l'intervention militaire et de l'ingérence politique dans la région, menaçant les projets de transformation en marche.

Nous allons serrer nos rangs pour empêcher que le concept de guerre préventive qui a fait un bain de sang et a détruit d'autres peuples et zones du monde s'installe dans notre continent. Dans ce sens, la politique antiterroriste de Bush et ses alliés cherchent à criminaliser la protestation sociale, ainsi qu'à persécuter les mouvements sociaux et les politiciens qui se battent pour la transformation de nos peuples. Nous condamnons toute forme de terrorisme, mais nous nous refusons à ce qu'on utilise cette excuse pour criminaliser la protestation sociale et faire peur à la société.

La situation dans laquelle vit la république sœur de Colombie constitue le facteur principal de risque pour la stabilité et la paix dans la région. A cause de cela, nous devons augmenter nos efforts pour réussir une sortie négociée pour le conflit armé, qui puisse assurer une paix durable et éviter la généralisation du conflit dans la région. L'accord humanitaire constitue un pas significatif dans cette direction et qui permet la libération des otages civils et militaires.

Nous défendons dans toutes les instances la vigueur des droits de l'homme et l'approfondissement de la démocratie constituée, pour nos partis, un objectif permanent. Notre continent a subi des milliers de disparitions et assassinats comme conséquence de sa lutte pour la liberté, la démocratie et en défense de la justice sociale et de la paix.

Nous allons continuer de lutter contre le blocus avec lequel souffre il y a des décennies la république sœur de Cuba. La XIV<sup>e</sup> Rencontre salue bien spécialement les camarades cubains en cette année-ci à la veille de la commémoration des 50 ans de sa révolution. Nous exigeons une fois de plus la libération des 5 patriotes qui subissent illégalement un procès aux EUA pour éviter des actes de terrorisme.

Nous stimulons les divers projets d'intégration que nous espérons puissent converger, MERCOSUR, COMUNIDAD ANDINA, CARICOM, ALBA-TCP et UNASUR, et qu'ils permettent de finir avec la vieille réalité des veines ouvertes de notre Amérique. Intégration, qui sans être la copie de modèles géocentriques, reflète la réalité de notre région et se constitue en bénéfice pour nos peuples et alternative à la mondialisation néolibérale.

Il n'y aura pas de destinée pour nos pays si nous nous maintenons isolés. L'Amérique Latine et les Caraïbes sont le continent de l'espoir. Leurs richesses sont incalculables, mais leur insertion dans le monde dépendra exclusivement de la force et légitimité qui atteignent leurs processus d'intégration. Les pays centraux cherchent à nous diviser pour obtenir des accords de libre commerce en leur propre bénéfice. Nous répondons avec l'intégration.

Nous saluons et soutenons fermement la création de l'UNASUR, qui englobe des initiatives comme celle de la Banque du Sud, comme axe d'une future unité politique des pays et des peuples d'Amérique du Sud, et la proposition de création du Conseil Sud-américain de Défense. Son affermissement permettra d'avancer dans la création d'une organisation permanente intégrée uniquement par les pays de l'A.L. et des Caraïbes, sans exclusions.

Nous exprimons notre solidarité avec les processus qui sont menés par les gouvernements frères du Venezuela, de la Bolivie, de l'Equateur et du Nicaragua et condamnons les tentatives de déstabilisation de la part des Etats-Unis.

Nous proposons d'impulser des projets de développement durable lesquels, en respectant l'environnement, en défendant la biodiversité et en ayant l'être humain

comme centre, assurent la souveraineté alimentaire et le développement culturel de nos peuples.

En tant que partie de la défense de nos richesses naturelles, nous exprimons notre solidarité avec le Mexique dans sa lutte pour préserver ses ressources pétrolifères.

Nous soutenons et défendons les droits et revendications des peuples originaires et des afro-descendants, nous exigeons le respect de leurs traditions, savoirs et culture, et la défense de leurs territoires interculturels.

Nous nous battons pour la démocratisation des moyens de communication, les mettant à la portée de toute la société, en particulier de ceux qui n'ont jamais été entendus. Nous déclarons notre décision de lutter pour l'égalité sociale dans l'accès à la technologie de l'information et à Internet, qui doit préserver son caractère de bien public global.

La lutte contre le narcotrafic et ses réseaux requiert un nouveau point de vue, plus intégral, qui inclut la co-responsabilité des grands pays consommateurs, ayant au centre la santé publique, et la non criminalisation des cultures. Nous luttons contre le trafic et l'exploitation sexuelle de filles, garçons et femmes.

La migration est un phénomène à multiples facteurs. Dans son expression économique c'est une tragédie sociale et familiale pour nos pays à laquelle nous devons faire face avec des politiques publiques de développement social et d'emploi dirigées vers l'amélioration des conditions de vie de nos peuples. Nous exigeons le respect sans restrictions des droits de l'homme des migrants que sont violés dans les pays récepteurs, surtout aux Etats-Unis, à l'Union Européenne et au Japon. Nous nous prononçons contre la construction de murs et pour la libre circulation des personnes.

Nous continuerons la lutte pour finir avec le phénomène du colonialisme. Nous accueillons les processus de décolonisation aux Caraïbes comme priorité et condition pour que prédomine une vraie démocratie en A.L. et aux Caraïbes. Nous réitérons l'appel au soutien à la libre détermination et indépendance de Puerto-Rico, basé sur la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée Générale de l'ONU.

Nous nous joignons aux efforts de solidarité avec l'autodétermination et indépendance de Puerto-Rico pour porter son cas devant l'Assemblée Générale de l'ONU à partir de cette année-ci.

Nous soutenons également les demandes pour la décolonisation et indépendance de Bonaire, Curaçao, Martinique, Guadeloupe et Guyane.

Les Partis du Forum de São Paulo remercient le Front Ample de l'Uruguay pour l'organisation du XIVe Forum et le chaleureux accueil à tous les délégués.

Cela a été une nouvelle opportunité de réaffirmer les liens qui unissent les partis qui l'intègrent et la vocation d'unité dans la diversité qui est notre signe d'identité.

Dans la pluralité et diversité du Forum de São Paulo réside le secret d'une longue et fructueuse existence. Dans sa capacité de "débatte sans se blesser, discorder sans se diviser et polémiquer sans cesser d'être des camarades", est la garantie de sa préservation comme un espace authentique de socialisation d'expériences et d'articulation d'actions de solidarité.

Nous encouragerons l'unité des gauches et l'affermissement de leurs organisations politiques dans tous les pays en tant qu'outil très important pour donner une impulsion aux processus de changement.

Dans ce sens, nous recommandons aussi l'affermissement des organisations de jeunesse dans le cadre des partis membres du Forum de São Paulo, ainsi que la création d'un espace propre d'articulation entre les organisations de jeunesse des partis membres.

Nous nous engageons à redoubler nos efforts pour atteindre l'égalité de genre et nous saluons les avancements atteints dans cette lutte qui se manifeste en la présence de deux présidentes, d'amples groupes de députées et d'un important nombre de camarades femmes en tête de mouvements sociaux.

A la clôture de nos travaux à Montevideo nous laissons une salutation fraternelle au peuple uruguayen et nous convoquons pour la XVe Rencontre dans la ville de Mexico, où nous continuons à réaffirmer notre inébranlable volonté de lutte pour atteindre la libération définitive de nos peuples et pour le socialisme.

Montevideo, le 25 mai 2008.